



## Assemblée des délégués de l'Union Suisse des Paysans du 30 novembre

*Hansjörg Walter, Président de l'USP*

Chers délégués,  
Chers paysannes et paysans,  
Chers invités et représentants des médias,

Je vous souhaite une très cordiale bienvenue à l'Assemblée des délégués de l'Union Suisse des Paysans. Depuis notre dernière rencontre en ces lieux, nous avons vécu des épisodes mouvementés. A la lecture des médias, j'ai surtout constaté que la situation de l'agriculture a subi de profonds changements à l'échelle mondiale. Une tendance commence à se dessiner : après des années d'abondance, nous sommes sur le point d'entrer dans une phase de pénurie. Mentionnons en guise d'exemple la diminution des réserves mondiales de céréales, qui entraîne à son tour une hausse des prix. A l'affût de nouvelles formes de placement porteuses pour l'avenir, les conseillers financiers flairent d'ores et déjà la piste des matières premières alimentaires. La même observation vaut pour les cultures énergétiques renouvelables, à l'exemple du sucre. Le Brésil, premier pays sucrier au monde, transforme plus de la moitié de ses récoltes en éthanol, c'est-à-dire en carburant. D'une manière très générale, j'ai l'impression qu'à l'heure actuelle, les habitants des pays industrialisés s'inquiètent plus de leur approvisionnement en énergie que du sort des 850 millions de personnes souffrant de la famine de par le monde. Ils craignent de ne plus pouvoir faire le plein un jour, plus qu'ils ne craignent de plus rien avoir à manger. La donne pourrait brusquement changer, compte tenu des rebondissements observés dans le monde entier, sans oublier la multiplication de catastrophes climatiques tels que les ouragans, les inondations et les sécheresses.

Depuis notre dernière assemblée des délégués, c'est aussi le caractère de notre mission qui a changé. Il y a une année, un éventuel accord de libre-échange avec les Etats-Unis et l'aboutissement pressenti du Cycle de Doha venaient échauffer nos esprits. Pour attirer l'attention sur les conséquences fatales que cela impliquerait pour nos paysans, nous sommes descendus dans la rue à Berne le 17 novembre, accompagnés par 10 000 paysans et paysannes. Un rassemblement impressionnant et un concert de cloches assourdissant allaient nous permettre de réveiller l'opinion, le monde politique et le Conseil fédéral et de les sensibiliser aux enjeux de ces dossiers. Je dirais que nous avons engrangé un important succès ce jour-là, car ces deux dossiers ont plus ou moins été désamorçés pour le moment. Le troisième dossier dans notre collimateur lors de la manifestation de Berne reste par contre un paquet particulièrement explosif : il s'agit du paquet de réformes de la politique agricole 2011.

### **La PA 2011**

Il y a un peu plus de deux semaines, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des États achevait ses délibérations autour du paquet de la PA 2011. Le bilan est mitigé. La CER du Conseil des États a bien compris qu'il faut ralentir la réaffectation du soutien au marché et qu'il faut prendre des mesures efficaces en vue de réduire les coûts. La Commission s'est prononcée en faveur d'une réduction plus lente et par étapes du supplément pour transformation du lait en fromage et elle compte maintenir le soutien à la production de lait de non-ensilage. Dans le cas du sucre, la CER veut assurer la continuité du mandat de prestations existant. Par contre, elle s'est opposée sans appel à l'idée de mettre aux enchères des contingents douaniers de pommes de terres. En ce qui concerne la réduction des coûts, la Commission a aussi donné un signal très clair : elle veut autoriser les importations parallèles de moyens de production agricole ou de biens d'investissement. La CER a donc prévu certains remaniements dans le sens de l'agriculture et ainsi atténué l'attitude intransigeante du Conseil fédéral. Avec ces remaniements, un plus d'argent devrait rester au final dans l'escarcelle des paysans.



Il est par contre décevant que le tir n'ait pas été corrigé dans le cas de l'enveloppe budgétaire et de la production végétale, exception faite de la production sucrière. Mais il n'y a encore rien de perdu ! Quoi qu'il arrive, nous ne reviendrons pas sur nos positions. La politique du Conseil fédéral n'est rien d'autre qu'un vaste programme d'intensification agricole qui mine l'activité productrice de l'agriculture. Nous allons nous défendre bec et ongles contre cette politique. Notre combat se disputera en plusieurs manches. Nous avons en effet encore plusieurs occasions de procéder à des remaniements. En décembre, le Conseil des États se penchera sur la PA 2011 en séance plénière. En étroite collaboration avec les chambres cantonales d'agriculture, nous tentons en ce moment de plus belle de convaincre les membres du Conseil des États de nos arguments et de les rallier autour de notre position. Nous avons une fois de plus conduit ou alors d'ores et déjà fixé des entrevues avec les présidents des partis. Notre stratégie prévoit de soumettre les principaux remaniements à la CER du Conseil national en janvier, puis à l'ensemble du Conseil national lors de la prochaine session de printemps. A cet égard, la hausse de l'enveloppe budgétaire constitue notre première priorité. Moi-même, je tiens beaucoup à ce que rien ne vienne troubler l'entente solidaire qui règne dans l'agriculture quand il est question de la PA 2011. Que la PA 2011 devienne pour nous un sujet de discorde serait bien le pire scénario qui puisse se produire.

### **Avenir Suisse**

A cet endroit, j'aimerais sans attendre enchaîner sur un autre sujet d'actualité. La semaine dernière, l'autoproclamée « usine à penser » d'Avenir Suisse a publié sa dernière plaisanterie. Cette oeuvre monumentale de 500 pages porte le titre illustrissime «Le paysan libéré » mais, en substance, elle ne nous sert que du « vieux vin dans une nouvelle outre ». En tant que paysan, le « paysan libéré » me fait sourire avec indulgence. De quoi veulent-ils au juste nous libérer, ces savants qui, du haut de leur tour d'ivoire, n'ont sans doute jamais mis leurs pieds dans une étable ? Des droits de douane, des aides à l'agriculture ou des subventions à l'exportation, qu'ils voudraient abolir d'après leur livre ? De la multifonctionnalité à laquelle ils ne donnent aucune raison d'être ? Ou alors des paiements directs, totalement inefficaces à leurs yeux ? Les paysans libérés n'en seront guère reconnaissants et ne s'en remettront jamais. Mais là n'était sans doute pas le but. Quant à l'analyse publiée des secteurs en amont et en aval, je n'y vois qu'une manipulation adroite des chiffres. Elle cherche à blanchir amont et aval en attribuant une part de responsabilité beaucoup plus faible à ces secteurs et beaucoup plus élevée aux prix à la production que le fait l'Office fédéral de l'agriculture pour expliquer la différence de prix par rapport à l'Union européenne.

Nous ne prétendons pas que la politique agricole actuelle soit exempte de vices et de défauts. Il existe un potentiel d'amélioration et nous avons la ferme intention de l'exploiter au mieux à l'avenir. Voilà pourquoi nous accordons une place importante à l'orientation de la politique agricole à long terme dans notre programme d'activités 2007. C'est donc sans crainte que l'usine Avenir Suisse pourra à présent se tourner vers d'autres fabrications pour lesquelles, espérons-le, elle disposera d'un savoir un peu plus approfondi.

### **Les prix à la production**

Aux cours des derniers mois, j'ai aussi pu constater que la ruineuse guerre des prix se poursuit de façon impitoyable dans la vente de détail. Le fait que les producteurs doivent ensuite presque toujours en payer les pots cassés me fâche terriblement. Si les produits alimentaires coûtent si cher en Suisse, c'est parce que les matières premières coûtent si cher à l'achat chez les paysans, a fait savoir la communauté d'intérêt du commerce de détail il y a quelques semaines. Trop cher ? Pensez-vous ! Que ce soit clair : nous pourrions fournir nos produits gratuitement et les denrées alimentaires coûteraient encore trop cher en magasin. La part de matières premières agricoles ne représente que 14% des dépenses des consommateurs pour des produits alimentaires. Au lieu de désigner l'agriculture comme bouc émissaire, il conviendrait de s'intéresser un peu plus au potentiel d'économies encore inexploité du côté de l'industrie de transformation, des commerçants in-



termédiaires ou des structures de commercialisation des grands distributeurs. C'est à eux qu'il faut imputer ces coûts élevés. Comment expliquer, sinon, une hausse des prix à la consommation de 15% depuis 1990 devant un recul de 25% des prix des matières premières agricoles pendant la même période ? Par ailleurs, je tiens à souligner que nos produits alimentaires sont en fait bon marché. Un consommateur zurichois dispose d'un pouvoir d'achat supérieur de 33% à celui d'un consommateur berlinois. Et cela même s'il existe plus de casseurs de prix en Allemagne. Compte tenu de l'argent à disposition, les produits alimentaires ne coûtent en aucun cas plus cher en Suisse et ils y sont en plus d'excellente qualité !

### **Les énergies renouvelables**

Comme je l'ai évoqué d'emblée, la question de l'approvisionnement énergétique a connu un regain d'actualité spectaculaire dans le monde entier. Le contexte politique instable régnant dans les principaux pays producteurs ainsi que la raréfaction des ressources naturelles ont entraîné une hausse des prix. De surcroît, les citoyens et, tout à coup, également les gouvernements commencent à se rendre compte de l'impact environnemental d'une consommation énergétique élevée, sensibilisés par les changements climatiques ou le réchauffement de la planète. Les énergies renouvelables s'avèrent ainsi de plus en plus séduisantes pour deux raisons au moins. D'abord, elles deviennent compétitives d'un point de vue économique. Ensuite, elles dégagent très peu de gaz carbonique. Nous comptons permettre à l'agriculture, elle aussi, de tirer profit de ce marché intéressant, sans pour autant négliger notre rôle de producteur alimentaire. Après tout, si le pire devait arriver, le besoin de se nourrir l'emportera bien entendu sur celui de faire le plein. Cela dit, nous aimerions créer des conditions cadres permettant une production énergétique rentable dans l'agriculture. Dans cette perspective, je pense surtout aux installations biogaz ou encore aux énergies solaires et éoliennes. Plusieurs prix sont venus couronner des initiatives exemplaires au cours des derniers mois. Ainsi, la famille Aeberhard de Barberêche a gagné le Prix solaire 2006, tandis que l'assurance *emmental versicherung* a décerné l'agroPrix 2006 à la ferme éolienne de la famille Aregger à Entlebuch. Je félicite toutes les personnes qui ont le courage de prendre leur avenir en main et de s'investir dans ces projets novateurs!

### **L'évolution internationale**

Abordons encore brièvement la situation au-delà des frontières de notre pays. Comme j'en ai fait mention plus tôt, l'OMC n'a pas atteint son ambitieux but de boucler le Cycle de Doha au cours de l'été passé. Devant tant de divergences, les positions des grandes puissances comme les Etats-Unis, l'Union européenne ou le groupe des G20 se sont avérées incompatibles. La Suisse a négocié ses intérêts au sein du G10, un groupe d'intérêt réunissant des pays qui importent d'ores et déjà une grande partie de leurs besoins. Le droit, pour chaque pays, à sa propre agriculture pour approvisionner sa propre population figurait parmi les principales revendications. Comme les Américains sont sur le point d'entrer en campagne électorale, il est peu probable que des négociations sérieuses soient engagées au cours des deux années à venir. L'échec du Cycle de Doha fait notre affaire dans la mesure où il vaut mieux aucun accord du tout qu'un mauvais accord.

L'échec des négociations bilatérales comporte cependant aussi ses revers : il contraint à trouver des accords bilatéraux. Ces derniers présentent des risques pour un petit pays comme la Suisse, car elle doit en principe entamer ces négociations en position d'infériorité. L'éventuel accord de libre-échange avec les Etats-Unis une fois enterré, un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne a fait surface en un temps record. Un tel accord est plus sensé dans la mesure où l'Union européenne constitue notre premier partenaire commercial. En outre, à la différence des Etats-Unis, l'Union européenne dispose de conditions de production qui ressemblent beaucoup plus aux nôtres sous plusieurs rapports. Vu les circonstances, l'option du libre échange avec l'Union européenne s'est alors transformée en échappatoire inespérée et a bénéficié d'une cote importante auprès de certains représentants de l'agriculture. Je voudrais néanmoins vous avertir de pécher par trop d'enthousiasme : nos calculs ont certes démontré que le libre-échange avec



l'Union européenne pourrait pallier de sévères pertes éventuellement subies dans le cadre de l'OMC. Nos calculs ont toutefois aussi démontré qu'un tel cas de figure impliquerait en même temps d'énormes risques. Nos coûts de production restent plus élevés qu'ailleurs, et tant qu'ils ne se seront pas ajustés au niveau de ceux de l'Union européenne, nous sortirons toujours perdants.

### **Collaboration avec le COPA**

De surcroît, l'agriculture européenne ne mène pas non plus une existence sans souci. C'est donc avec grande impatience que j'attends l'exposé de M. Rudolf Schwarzböck, le Président du Comité des Organisations Professionnelles Agricoles de l'Union européenne, qui nous présentera les défis de l'agriculture européenne au terme de notre ordre du jour officiel. Un grand merci à toi, Rudolf, d'avoir fait ce long chemin pour venir ici aujourd'hui ! Pour nous, la collaboration avec le COPA représente à chaque fois une expérience agréable. Cela s'est confirmé une fois de plus à l'occasion d'une conférence de presse organisée au mois de juillet dernier. A l'approche de la conférence ministérielle de l'OMC, nous nous sommes retrouvés dans une ferme, non loin de Genève, afin de dénoncer les conséquences fatales qu'aurait la concrétisation du projet actuel de réduire les droits de douane pour les divers pays de l'Union européenne et du G10. Nous avons alors remis un panier assorti de spécialités venant de tous ces pays et une déclaration conjointe aux responsables de l'OMC en charge du dossier agricole. Dans cette déclaration, nous avons revendiqué le droit pour chaque pays de produire des aliments pour sa propre population. Je crois que l'on peut dire que cet événement a été une réussite. J'aimerais à cet endroit saisir l'occasion de remercier le COPA pour sa précieuse collaboration.

### **Conclusion**

La télévision suisse alémanique a récemment réalisé un sondage pour mesurer l'importance de plusieurs institutions dans notre pays. Avant La Poste, les CFF, le Conseil fédéral, la télévision, le parlement et bien d'autres institutions encore, c'est...l'agriculture qui figurait en tête du classement ! Il n'y a pas de meilleure preuve du soutien et de l'attache du peuple suisse à notre égard. Ne nous laissons pas déstabiliser par quelques articles destructifs dans les médias, mais concentrons-nous sur les choses positives !

Je ne vais pas plus m'attarder sur le sujet. Il y a un proverbe africain qui dit «Tourne-toi vers le soleil et laisse ton ombre derrière toi ». En préparant mon discours, j'ai constaté que nous ne manquons pas de défis à relever, mais j'ai aussi aperçu une lumière pointer à l'horizon. Continuons sur cette voie, nous sommes dans la bonne direction !